

Le sénateur CARTER: Vous ne nous avez pas donné beaucoup d'espoir que les prix baisseraient jamais. Vous avez dit que les gains dans la production ont principalement lieu dans les industries manufacturières et des services et que cela fait monter les prix et les traitements et force d'autres secteurs à réclamer des augmentations là où il n'y a pas de productivité, et que les résultats au point de vue sociologique sont tels que tous veulent avoir le même niveau de vie. Pourquoi les gains dans la production ne pourraient pas être attribués aux consommateurs sans que le niveau de vie en soit affecté?

M. THÜR: Il est très difficile de le faire parce que c'est une question de procédés comptables. Dans une entreprise, si vous obtenez une augmentation des prix, il en résultera d'abord une diminution des profits. Il se produira une réduction de tous les stocks; la valeur réelle des stocks baissera. De sorte qu'il y aura toutes ces pertes, et toutes ces pertes ensemble auront un effet désastreux sur les nouveaux investissements. Par conséquent, c'est la façon de préparer, peut-être, une importante dépression.

La dernière et sincère tentative de traiter ce problème a été faite en Europe continentale dans les années trente. La France ou le bloc or tenta de faire baisser les prix. L'Angleterre tenta l'expérience 10 ans plus tôt, dans les années vingt, puis ce fut le tour de l'Europe continentale dans les années trente.

Le sénateur CARTER: Est-ce surtout à cause de notre méthode de comptabilité, n'est-ce pas?

M. THÜR: Notre système de décision dépend de notre méthode de comptabilité.

Le sénateur CARTER: Dites-vous que les moyens sont plus importants que la fin?

M. THÜR: Non, pas du tout, mais nous ne pouvons atteindre les buts avec les moyens dont nous disposons actuellement. Dans un autre genre de méthode où la comptabilité n'a pas grande importance, (prenez par exemple, un système socialiste très centralisé), la décision est d'un genre très différent; ils peuvent faire avec les prix ce qu'ils veulent. C'est le prix que nous payons pour notre méthode.

Le sénateur CARTER: Il est possible que la méthode ne vaut pas le prix, si nous n'en tirons aucun bénéfice?

M. THÜR: Je ne sais s'il n'y a aucun bénéfice. C'était l'opinion du professeur Flichter, de l'université Harvard, qu'une légère inflation est peut-être le prix à payer pour l'expansion.

Le sénateur CARTER: Je ne crois pas que quelqu'un trouve grand-chose à redire à cela.

J'ai de nombreuses questions à poser, mais d'autres personnes en ont également de sorte que je vais terminer avec celle-ci.

Avez-vous dit, si je vous ai compris, que nous parvenons à un point où la main-d'œuvre devrait cesser de négocier par petites unités?

M. THÜR: Je crois que c'est une question de logique de notre méthode que nous ne pouvons pas payer le prix de ces discussions très centralisées parce que nos possibilités d'information sont immenses aujourd'hui. Tous les journaux, la radio et la télévision ne manquent pas de donner les résultats de ces discussions. C'était peut-être pas important il y a 30 ans alors que toutes ces discussions locales avaient une couleur locale, mais aujourd'hui elles ont un aspect national et nous devons reconnaître ce fait. Il y a le problème des instituteurs et des autres groupes. Il existe une certaine solidarité entre les catégories de revenus dans tout le Canada.

Le sénateur CARTER: Êtes-vous en faveur de la méthode utilisée en Suisse où l'administration dans son ensemble négocie avec la main-d'œuvre dans son ensemble?